



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/291
15 août 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 96 b) de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE : FINANCEMENT DU
DEVELOPPEMENT, NOTAMMENT TRANSFERT NET DE RESSOURCES
ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 6	2
II. TENDANCES RECENTES DU TRANSFERT FINANCIER NET VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	7 - 21	3
III. LES DEFIS EN MATIERE DE POLITIQUE INTERNATIONALE : COOPERATION FINANCIERE PUBLIQUE	22 - 33	16
IV. CONCLUSION	34 - 38	19

* A/51/150.

I. INTRODUCTION

1. Il y a deux ans, le 19 décembre 1994, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 49/93 relative aux flux et transfert nets de ressources entre pays en développement et pays développés. Le rapport soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de cette session (A/49/309) est parvenu à la conclusion que le revirement tant attendu du transfert net des ressources financières aux pays développement s'était finalement produit. L'ensemble des flux financiers et des revenus des placements en provenance et à destination des pays en développement ainsi que les changements du volume de leurs réserves publiques ont représenté des transferts nets. Cela signifiait que la valeur totale des importations de biens et de services des pays en développement pouvait excéder la valeur totale de leurs exportations, le "transfert net" fournissant les ressources financières nécessaires aux importations supplémentaires.

2. Dans le passé, cela se produisait plus souvent : grâce aux ressources financières nettes en provenance de l'étranger, les pays en développement avaient pu acheter plus que ne leur permettait la production intérieure et lorsque l'épargne extérieure, qui est à la base des transferts nets de ressources financières complétait l'épargne intérieure et accroissait l'investissement. Toutefois, pendant presque toutes les années 80, c'est le contraire qui s'est produit : les pays en développement dans leur ensemble ont effectué des transferts nets de ressources financières à l'étranger, exportant plus qu'ils n'importaient et effectuant le transfert au moyen de l'excédent commercial.

3. Le transfert net de ressources vers l'extérieur par les pays en développement n'est pas forcément une mauvaise chose, même s'il est communément considéré comme un "transfert négatif". L'élément "négatif" tenant au fait que, dans la balance des paiements, les décaissements sont traditionnellement représentés en tant que chiffres négatifs et les entrées en chiffres positifs. Un transfert négatif peut refléter la solidité de l'économie, par exemple lorsque des taux de croissance rapide génèrent plus d'épargne intérieure que l'économie peut absorber en nouveaux investissements. Mais le problème de la plupart des pays qui ont enregistré des transferts négatifs pendant les années 80, est que ces transferts négatifs reflétaient une interruption soudaine des apports financiers privés par suite de lourdes charges de service des intérêts et de remboursement du capital au titre des emprunts contractés dans le passé.

4. Le présent rapport est le sixième d'une série de rapports du Secrétaire général sur la question de la surveillance des transferts nets. Ces rapports ont été rédigés conformément à un appel lancé à la communauté internationale par le Conseil économique et social, en juillet 1986, "de prendre des mesures appropriées et efficaces... pour arrêter et renverser le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés" (résolution 1986/56 du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1986, par.7). Ce changement de direction s'est produit cinq ans plus tard.

5. Lorsque l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 49/93, de maintenir l'examen du transfert net de ressources à son ordre du jour, le transfert net positif global était un événement nouveau qui a pris de l'importance en 1993. En outre, il était évident que le changement de

transferts négatifs en transferts positifs n'avait affecté qu'un nombre limité de pays. Il était également clair que les importants transferts nets résultaient principalement de placements récents effectués par le secteur financier international dans certains pays en développement. La plupart des autres pays n'avaient pas encore réussi à attirer de tels fonds. De plus, il existait certains signaux inquiétants quant aux perspectives des flux financiers publics, sur lesquels comptaient un grand nombre de pays en développement, en particulier l'aide publique au développement.

6. L'Assemblée générale a donc prié au Secrétaire général de continuer à suivre la situation relative aux flux et transfert nets de ressources des pays en développement et d'en rendre compte dans La situation économique et sociale dans le monde¹. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport sur l'application de la résolution 49/93, comprenant un exposé complet des besoins en matière de politique macro-économique nationale et internationale tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ainsi que des besoins en matière de politique dans les domaines du commerce et des finances au niveau international. D'autres rapports soumis à l'Assemblée portent également sur les événements survenus dans nombre de ces domaines (en particulier le rapport sur la mondialisation des marchés financiers : risques et promesses et celui sur la crise de la dette extérieure et le développement (A/51/294, à paraître), ainsi que les rapports des organisations internationales qui doivent servir de documents de base aux travaux de l'Assemblée (voir la résolution 50/227, en date du 1er juillet 1996, par. 32). Le présent rapport examine les tendances récentes des flux et transferts nets vers les pays en développement et la situation particulièrement difficile à laquelle doit faire face la communauté internationale dans le domaine de la coopération financière publique pour le développement.

II. TENDANCES RECENTES DU TRANSFERT FINANCIER NET VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

7. Les principaux aspects géographiques du transfert net de ressources financières vers les pays en développement peuvent être ébauchés rapidement. En général, tous les ans depuis 1991, les pays en développement ont enregistré un important transfert net de ressources (voir tableau 1). Le transfert considérable effectué par l'Amérique latine et les Caraïbes pendant les années 80 a été inversé en 1992, bien que les apports nets aient presque complètement cessé en 1995. L'Asie occidentale, qui était autrefois la source de transferts financiers vers le reste du monde, les a absorbés depuis plus de dix ans, encore qu'en moindre quantité au cours des dernières années, du fait des mesures d'ajustement adoptées par les gouvernements. Le reste de l'Asie a

¹ Voir La situation économique et sociale dans le monde, 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.95.II.C.1), section intitulée "Les investissements et le transfert net de ressources financières" (et les tableaux y relatifs figurant dans l'Annexe statistique) et La situation économique et sociale dans le monde, 1996 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.II.C.1 et Corr.1), section intitulée "Les transferts internationaux des ressources financières" (ainsi que les tableaux y relatifs figurant dans l'Annexe statistique).

oscillé entre la fourniture et l'absorption de ressources financières, cette dernière étant plus particulièrement le cas ces dernières années. En ce qui concerne l'Afrique, le transfert net, qui a alternativement été négatif et positif au cours des années 80, est demeuré positif depuis 1993. Enfin, les pays les moins avancés, situés dans toutes les principales régions en développement, ont, en tant que groupe, reçu un transfert net positif continu, bien que, depuis les années 80, le montant de ce transfert se soit accru plutôt lentement en termes de dollars.

Tableau 1. Transfert net de ressources financières de divers groupes de pays en développement, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ¹
Afrique	-7,4	2,1	-3,3	3,5	0,4	-10,8	-6,4	-1,4	1,3	6,3	5,8
Afrique subsaharienne ^c	3,1	6,0	6,0	7,8	6,3	8,1	8,7	10,8	8,7	6,6	7,7
Amérique latine et Caraïbes	-30,6	-11,9	-18,1	-21,8	-27,3	-27,1	-8,9	8,4	14,3	6,4	0,4
Asie occidentale	18,3	34,4	22,1	27,3	19,1	4,3	51,9	39,8	34,3	17,2	10,1
Autre pays d'Asie	4,1	-11,1	-19,9	-18,2	-11,0	-8,6	-7,2	-7,3	9,1	0,8	14,6
Chine	12,5	7,4	-0,3	4,1	4,9	-10,7	-11,6	-5,0	11,5	-7,6	-5,5
Quatre pays exportateurs d'articles manufacturés ^d	-12,1	-11,7	-3,0	-26,4	-21,7	-11,5	-7,1	-8,6	-12,6	-13,0	-7,1
Tous pays en développement	-17,6	11,0	-32,7	-16,6	-24,7	-38,5	30,1	38,7	66,6	35,6	38,4
<u>Pour mémoire</u>											
Echantillon de 93 pays ^e	-17,3	-4,1	-34,0	-32,4	-29,7	-28,1	-5,2	14,2	47,3	35,6	38,0
Pays les moins avancés ^f	6,5	7,7	7,8	9,2	9,4	11,2	11,5	13,3	11,7	10,2	12,3

Source : La situation économique et sociale dans le monde, 1996 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.II.C.1), tableau III.1.

^a Sur la base des dépenses (aspects négatifs de la balance des paiements de biens, de services et de transferts privés).

^b Estimations préliminaires.

^c A l'exclusion de l'Afrique du Sud et du Nigéria.

^d Hong-kong, République de Corée, Singapour et province chinoise de Taïwan.

^e Quatre-vingt-treize pays importateurs de capitaux pour lesquels des données suffisantes sont disponibles.

^f Données relatives à 43 des 48 pays les moins avancés.

8. Il est évident que ce sont des pays spécifiques et non pas les pays en développement dans leur ensemble qui ont bénéficié d'un transfert net. Malgré la tendance globale à des transferts nets positifs, sur les 93 pays en développement pour lesquels il existe de données assez détaillées concernant la balance des paiements et la dette extérieure et qui sont donc suivis régulièrement, 21 ont enregistré des transferts nets négatifs pendant la période 1991-1994². Le Brésil était le pays ayant subi le transfert net négatif de ressources financières le plus important, soit environ 10 milliards de dollars par an (presque 2 % du PIB) (voir le tableau 2). Pendant la même période, la Chine venait au second rang; cependant ce transfert ne représentait qu'un tiers de celui du Brésil et il était dû des circonstances très différentes (le Brésil

² Des données complètes suffisantes ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'échantillon de 1995.

faisait face à de sérieux problèmes dus à la dette extérieure et aux ajustements internes³, alors que la situation de la Chine était le résultat d'une soudaine accumulation de l'épargne ayant accompagné sa croissance économique rapide).

9. Entre 1985 et 1990, lorsque les transferts négatifs étaient plus courants, le Brésil a également enregistré le transfert négatif le plus important, soit environ 10 milliards de dollars par an. Au cours de cette période, 29 pays avaient effectué des transferts nets à l'étranger. Le deuxième transfert négatif le plus important, celui de la République de Corée, représentait deux tiers du transfert brésilien et était dû à une situation très différente de celle du Brésil.

10. Enfin, il importe de noter, pour mieux comprendre la diversité et les ordres de grandeur que dissimulent les données globales, que trois des cinq pays ayant enregistré les plus importants transferts négatifs nets pendant la période 1985-1990, ont été les trois pays sur les cinq ayant reçu les plus importants transferts positifs nets entre 1991 et 1994, à savoir l'Argentine, la République de Corée et le Mexique. Le changement entre ces deux périodes, pour ce qui est de ces trois pays seulement, représentait plus de 40 milliards de dollars par an. La plupart des pays ont été bien moins affectés que ces trois pays. En outre, certains des nouveaux transferts étaient trop importants pour être durables; en fait, en 1995, tant l'Argentine que le Mexique ont enregistré des déclin très importants dans leurs transferts nets.

Les aspects financiers des transferts nets

11. Le transfert net de ressources financières de l'échantillon de 93 pays représentait près de 40 milliards de dollars en 1995. Mais une fois additionnés les flux financiers en provenance et à destination de ces pays, y compris les paiements d'intérêts et autres rémunérations au titre des placements effectués dans le pays, les apports nets - appelés le transfert net sur une base financière - étaient d'environ 94 milliards (voir le tableau 3).

³ Ce n'est qu'en 1994 que le Brésil a conclu, avec les banques commerciales créditrices, un accord définitif sur la restructuration de sa dette. La même année son programme réussi d'ajustement anti-inflationniste est entré en vigueur (pour plus de détails sur ce programme, voir La situation économique et sociale dans le monde, 1995, op. cit., section intitulée "L'aspect novateur des efforts brésiliens de maîtrise de l'inflation").

Tableau 2. Pays ayant enregistré les plus importants transferts positifs et négatifs nets de ressources financières, 1985-1994^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985-1990	1991-1994
Cinq pays ayant enregistré le plus important transfert négatif net en 1991-1994		
Brésil	-10,4	-9,5
Chine	3,0	-3,2
Indonésie	-1,6	-2,8
Nigéria	-3,5	-2,5
Egypte	1,2	-1,7
Cinq pays ayant enregistré le plus important transfert négatif net en 1985-1990		
Brésil	-10,4	-9,5
République de Corée	-6,6	3,3
Mexique	-5,6	12,5
Argentine	-3,8	4,2
Nigéria	-3,5	-2,5
Cinq pays ayant enregistré le plus important transfert positif net en 1991-1994		
Mexique	-5,6	12,5
Thaïlande	0,8	6,9
Argentine	-3,8	4,2
République de Corée	-6,6	3,3
Pakistan	1,0	2,2
Cinq pays ayant enregistré le plus important transfert positif net en 1985-1990		
Inde	4,5	1,8
Chine	3,0	-3,2
Egypte	1,2	-1,7
Bangladesh	1,1	0,7
Pakistan	1,0	2,2

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par le Fonds monétaire international.

^a Sur la base d'un échantillon de 93 pays pour lesquels des données adéquates sur la balance des paiements et la dette sont disponibles.

Tableau 3. Transfert net de ressources financières des pays en développement importateurs de capitaux, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Investissements directs											
Montant net des courants d'investissement	8,3	6,1	9,3	15,4	17,4	16,8	22,7	30,9	46,8	58,7	63,6
Montant net des revenus des investissements directs	-8,7	-7,9	-8,9	-9,9	-11,5	-12,9	-12,6	-13,7	-16,2	-17,0	-17,8
Transfert net	-0,4	-1,7	0,5	5,5	5,9	3,9	10,1	17,2	30,6	41,7	45,8
Emprunts privés à moyen et à long terme à l'étranger											
Montant net des courants de crédit	13,5	9,1	4,3	12,0	3,2	10,8	14,7	27,5	31,6	36,9	38,0
Intérêts payés	-38,9	-34,3	-33,5	-38,7	-32,6	-29,3	-28,1	-27,4	-24,8	-29,4	-42,3
Transfert net	-25,5	-25,2	-29,2	-26,8	-29,4	-18,6	-13,5	0,1	6,8	7,5	-4,3
Montant net des transactions en bourse, des emprunts à court terme et des sorties de fonds^c											
Transfert net	-11,4	-6,8	-13,5	-22,3	-10,9	2,5	21,7	24,6	36,8	1,6	29,3
Dons privés (montant net)	3,7	4,7	5,0	6,2	4,8	6,3	7,9	9,5	9,0	7,9	8,0
Flux de capitaux publics											
Transferts publics (dons)	10,8	10,3	11,7	12,3	13,3	17,6	17,7	15,8	12,7	10,4	10,4
Montant net des crédits publics	19,0	18,5	16,0	13,5	20,1	22,2	20,6	16,3	17,4	10,4	35,9
Intérêts payés	-12,8	-15,7	-16,5	-17,9	-18,1	-20,6	-21,9	-22,1	-23,2	-24,5	-31,1
Transfert net	17,0	13,1	11,2	7,9	15,4	19,2	16,4	10,0	7,0	-3,7	15,2
Total du transfert net (sur une base financière)	-16,5	-16,1	-26,0	-29,5	-14,3	8,2	42,6	61,4	90,2	55,0	94,0
Utilisation des réserves officielles ^d	-0,8	12,0	-8,0	-2,9	-15,4	-36,4	-36,4	-47,2	-42,9	-19,4	-56,0
Total du transfert net (sur la base des dépenses)	-17,3	-4,1	-34,0	-32,4	-29,7	-28,1	-28,1	14,2	47,3	35,6	38,0

Source : La situation économique et sociale dans le monde, 1996 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.96.II.C.1), tableau A.27.

Note : Les investissements directs s'entendent nets des bénéfiques réinvestis (approche du cash flow); les crédits publics comprennent les utilisations de crédits du FMI, et les intérêts comprennent les commissions du Fonds; les dons privés comprennent les apports nets de dons de résidents à l'étranger (à l'exclusion des fonds rapatriés par les travailleurs) et les dons d'organisations non gouvernementales.

^a Echantillon de 93 pays, à l'exclusion des pays excédentaires exportateurs d'énergie (Brunei Darussalam, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Jamahiriya arabe libyenne, Arabie saoudite et les Emirats arabes unis) et les pays récemment excédentaires (Hong-kong, Singapour et la province chinoise de Taïwan).

^b Estimations préliminaires

^c Poste résiduel comprenant le financement du commerce à court terme, les sorties normales et inhabituelles de fonds ("fuite de capitaux"), les intérêts arriérés et les autres courants de ressources reflétés dans la balance des paiements sous la rubrique des "erreurs et omissions" et présumés être des courants financiers.

^d Les chiffres négatifs indiquent des adjonctions aux réserves.

12. De toute évidence, un volume considérable de ressources financières a été transféré aux pays en développement en 1995, dont bien plus de 50 milliards de dollars ont été ajoutés aux réserves publiques au lieu de servir à l'expansion des importations. En fait, si l'on se fonde sur des indicateurs standard tels que le nombre de mois d'importations qui peuvent être achetées à l'aide des réserves, le niveau des réserves accumulées semble, à l'heure actuelle, être

suffisant pour nombre de pays⁴. Toutefois, comme l'a montré la crise du Mexique en 1994, de grandes quantités de réserves peuvent être dépensées très rapidement lorsque le pays enregistre une demande élevée d'importations et les que apports financiers de l'étranger commencent à disparaître⁵. Malgré tout, l'accumulation de niveaux élevés de réserves aide à rassurer les investisseurs étrangers, bien que les réserves ne se substituent pas à une politique macro-économique appropriée, tout au moins pas indéfiniment.

13. Il convient de noter plusieurs faits qui ressortent de la récente composition des courants financiers eux-mêmes (voir les tableaux 3 à 7). Premièrement, les courants d'investissements étrangers directs (IED) ont fortement et régulièrement augmenté. Ceci s'explique principalement par la réelle explosion de l'IED en Asie, particulièrement en Asie de l'Est. L'IED en Asie a dépassé les 50 milliards de dollars - quatre fois le niveau atteint en 1990 - et, en 1995, représentait les quatre cinquièmes du flux net de l'IED vers les 93 pays de l'échantillon. L'accroissement du rapatriement du produit des investissements directs progressant naturellement plus lentement que la brusque hausse de l'investissement en lui-même, le transfert financier net associé à l'investissement direct est parvenu, bien que temporairement, à des niveaux encore jamais atteints⁶.

⁴ A la fin de 1995, les réserves des 93 pays de l'échantillon, pris dans leur ensemble, couvraient quatre mois d'importations de biens, de services et de paiements d'intérêts; pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce rapport était de cinq mois d'importations (voir La situation économique et sociale dans le monde, 1996, op. cit., tableau A.28).

⁵ Plus précisément, la croissance des importations grossissant le déficit de la balance commerciale de biens et de services du Mexique en 1994, un montant additionnel de 5 milliards de dollars de transferts financiers nets était nécessaire; cependant, les achats à l'étranger de titres mexicains a diminué de plus de 20 milliards, privant le Mexique de cette source de rentrées de devises et au lieu d'ajouter aux réserves (près de 5 milliards de dollars avaient été ajouté en 1993), le Mexique a donc réduit ses réserves de 20 milliards de dollars (données provenant du Fonds monétaire international).

⁶ Bien qu'une proportion considérable des rentrées d'investissements directs puisse être dépensée en achats de biens d'équipement importés, les données relatives au transfert net dû aux investissements directs dans les tableaux 3 à 7 ne représentent pas la valeur des importations qui y sont associées. Elles représentent plutôt la capacité financière d'acheter des importations. En fait, certaines rentrées de devises étrangères seront sûrement échangées contre de la monnaie locale (par exemple, pour couvrir des coûts locaux de construction) et certains de ces fonds pourraient ensuite être ajoutés aux réserves publiques.

Tableau 4. Amérique latine et Caraïbes : transfert net de ressources financières, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Investissements direct											
Montant net des courants d'investissement	3,8	2,4	3,9	6,7	5,0	5,0	8,9	11,5	9,7	12,3	9,4
Revenu net des actions et autres revenus	-2,9	-3,4	-3,4	-4,4	-5,9	-6,0	-5,3	-6,0	-6,3	-7,2	-8,3
Transfert net	0,8	-1,1	0,5	2,3	-0,9	-1,0	3,6	5,4	3,5	5,1	1,1
Transferts net des crédits privés											
Emprunts privés à moyen et à long terme à l'étranger											
Montant net des courants de crédit	2,7	-0,6	1,5	0,3	-6,3	2,5	4,2	6,8	17,8	15,7	9,9
Intérêts payés	-25,5	-21,2	-20,3	-23,8	-15,7	-12,4	-11,1	-10,9	-9,9	-13,2	-18,7
Transfert net	-22,8	-21,8	-18,8	-23,5	-22,1	-9,9	-7,0	-4,0	7,9	2,5	-8,8
Montant net des emprunts à court terme et des sorties de fonds^c											
Transfert net	-11,6	-0,2	-0,2	-10,6	-5,6	-7,2	11,7	31,9	22,7	-0,1	13,0
Dons privés (montant net)	1,1	1,1	1,2	1,7	1,6	2,9	3,8	3,8	3,4	3,1	1,4
Flux de capitaux publics											
Transferts publics (dons)	2,5	1,5	2,1	2,0	2,2	3,4	2,3	2,6	2,0	1,8	1,6
Montant net des crédits publics	6,3	6,1	4,1	4,1	4,8	7,2	0,9	-0,8	2,1	-2,7	25,5
Intérêts payés	-4,1	-5,3	-5,5	-5,9	-5,8	-6,9	-8,0	-8,2	-8,8	-8,6	-10,7
Transfert net	4,7	2,3	0,7	0,3	1,3	3,7	-4,8	-6,5	-4,7	-9,5	16,5
Total du transfert net (base : opérations financières)	-27,7	-19,6	-16,6	-29,8	-25,7	-11,4	7,3	30,7	32,7	1,1	25,2
Utilisation des réserves officielles^d	-2,9	7,7	-1,5	8,0	-1,6	-15,7	-16,3	-22,3	-18,4	5,3	-24,8
Total du transfert net (base : dépenses)	-30,6	-11,9	-18,1	-21,8	-27,3	-27,1	-8,9	8,4	14,3	6,4	0,4

^a Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par le FMI et la Banque mondiale ainsi que d'estimations du Secrétariat des Nations Unies.

^a Echantillon de 25 pays et territoires.

^b Estimations préliminaires.

^c Poste résiduel comprenant le financement du commerce à court terme, les sorties normales et inhabituelles de fonds ("fuite de capitaux"), les intérêts arriérés et les autres courants de ressources reflétés dans la balance des paiements sous la rubrique des "erreurs et omissions" et présumés être des courants financiers.

^d Les chiffres négatifs indiquent des adjonctions aux réserves.

Tableau 5. Afrique : transfert net de ressources financières, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Investissements direct											
Montant net des courants d'investissement	2,4	1,6	1,9	2,1	3,9	1,5	2,0	2,3	2,8	4,1	3,0
Revenu net des actions et autres revenus	-2,1	-2,0	-2,6	-2,3	-1,6	-2,1	-1,8	-1,5	-2,6	-2,5	-2,9
Transfert net	0,3	-0,4	-0,7	0,2	2,3	-0,6	0,2	0,8	0,1	1,5	0,2
Transferts net des crédits privés											
Emprunts privés à moyen et à long terme à l'étranger											
Montant net des courants de crédit	0,3	1,9	2,2	3,4	1,5	-0,7	-1,5	-1,7	-0,7	-0,5	-0,3
Intérêts payés	-4,1	-3,2	-3,0	-3,6	-3,9	-3,8	-3,6	-3,6	-2,6	-2,7	-4,1
Transfert net	-3,7	-1,4	-0,8	-0,2	-2,4	-4,6	-5,2	-5,3	-3,2	-3,1	-4,4
Montant net des emprunts à court terme et des sorties de fonds^c											
Transfert net	-2,7	0,1	-6,0	-3,0	-5,0	-4,8	3,0	-1,1	2,6	0,7	3,0
Dons privés (montant net)	1,1	1,4	1,2	1,2	1,3	1,3	1,7	2,0	2,0	1,2	1,7
Flux de capitaux publics											
Transferts publics (dons)	4,5	4,9	5,7	6,2	7,4	9,8	9,5	8,7	6,4	4,3	3,7
Montant net des crédits publics	4,9	5,1	5,6	5,4	6,4	5,8	6,6	5,9	4,3	5,7	4,3
Intérêts payés	-2,8	-3,6	-3,2	-4,1	-4,2	-4,8	-4,9	-4,7	-4,4	-5,3	-5,1
Transfert net	6,6	6,5	8,1	7,5	9,7	10,7	11,2	9,9	6,2	4,7	3,0
Total du transfert net (base : opérations financières)	1,8	6,2	1,8	5,4	5,8	2,5	5,2	6,3	5,7	3,8	1,8
Utilisation des réserves officielles^d	-4,6	1,5	0,2	1,6	-1,6	-7,6	-6,5	-4,1	-2,7	1,9	-0,0
Total du transfert net (base : dépenses)	-2,8	7,6	2,0	7,0	4,2	-5,1	-1,3	2,2	3,0	5,8	1,8

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par le FMI et la Banque mondiale ainsi que d'estimations du Secrétariat des Nations Unies.

^a Echantillon de 44 pays.

^b Estimations préliminaires.

^c Poste résiduel comprenant le financement du commerce à court terme, les sorties normales et inhabituelles de fonds ("fuite de capitaux"), les intérêts arriérés et les autres courants de ressources reflétés dans la balance des paiements sous la rubrique des "erreurs et omissions" et présumés être des courants financiers.

^d Les chiffres négatifs indiquent des adjonctions aux réserves.

Tableau 6. Afrique subsaharienne : transfert net de ressources financières, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Investissements direct											
Montant net des courants d'investissement	0,5	0,3	0,5	0,4	0,5	-0,1	0,8	0,3	0,2	0,2	0,1
Revenu net des actions et autres revenus	-0,8	-0,8	-1,1	-1,0	-1,1	-1,4	-1,2	-1,4	-1,3	-1,2	-1,3
Transfert net	-0,3	-0,5	-0,6	-0,6	-0,6	-1,5	-0,4	-1,1	-1,1	-1,1	-1,2
Transferts net des crédits privés											
Emprunts privés à moyen et à long terme à l'étranger											
Montant net des courants de crédit	-0,1	0,2	-0,1	0,5	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	-0,6	-1,1
Intérêts payés	-1,1	-1,0	-0,9	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	-0,4	-0,5	-0,9
Transfert net	-1,2	-0,8	-0,9	-0,2	-0,7	-0,7	-0,2	-0,5	-0,3	-1,2	-2,0
Montant net des emprunts à court terme et des sorties de fonds^c											
Transfert net	-0,2	1,0	-0,6	0,7	-1,9	0,9	0,3	0,9	1,1	-0,3	1,4
Dons privés (montant net)	0,8	0,7	1,0	1,0	0,9	1,1	1,5	1,8	1,8	1,8	2,0
Flux de capitaux publics											
Transferts publics (dons)	3,3	3,9	4,7	5,3	6,1	6,1	5,7	6,2	4,5	4,4	4,3
Montant net des crédits publics	2,8	3,3	4,2	4,2	4,1	4,3	4,0	4,2	3,7	3,6	3,5
Intérêts payés	-1,3	-1,7	-1,6	-1,7	-1,6	-1,6	-1,8	-1,5	-1,4	-1,8	-1,7
Transfert net	4,8	5,5	7,3	7,7	8,6	8,8	7,9	8,9	6,8	6,2	6,1
Total du transfert net (base : opérations financières)	3,9	6,0	6,1	8,6	6,5	8,5	9,1	10,1	8,3	5,6	6,2
Utilisation des réserves officielles^d	-0,8	-0,0	-0,1	-0,8	-0,2	-0,4	-0,4	0,8	0,4	1,0	1,5
Total du transfert net (base : dépenses)	3,1	6,0	6,0	7,8	6,3	8,1	8,7	10,8	8,7	6,6	7,7

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par le FMI et la Banque mondiale ainsi que d'estimations du Secrétariat des Nations Unies.

^a Echantillon de 39 pays, à l'exclusion du Nigéria et de l'Afrique du Sud.

^b Estimations préliminaires.

^c Poste résiduel comprenant le financement du commerce à court terme, les sorties normales et inhabituelles de fonds ("fuite de capitaux"), les intérêts arriérés et les autres courants de ressources reflétés dans la balance des paiements sous la rubrique des "erreurs et omissions" et présumés être des courants financiers.

^d Les chiffres négatifs indiquent des adjonctions aux réserves.

Tableau 7. Asie : transfert net de ressources financières, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Investissements direct											
Montant net des courants d'investissement	3,1	3,7	5,8	9,7	9,6	12,7	15,4	17,4	35,2	40,6	51,1
Revenu net des actions et autres revenus	-4,3	-3,2	-3,6	-4,0	-5,0	-6,0	-6,2	-7,0	-7,5	-8,5	-9,5
Transfert net	-1,2	0,4	2,2	5,7	4,6	6,7	9,1	10,4	27,8	32,2	41,6
Transferts net des crédits privés											
Emprunts privés à moyen et à long terme à l'étranger											
Montant net des courants de crédit	11,3	8,3	-0,7	4,5	6,5	9,0	12,5	17,6	8,8	23,5	39,3
Intérêts payés	-8,2	-8,5	-9,0	-9,8	-11,7	-11,3	-11,5	-10,8	-11,0	-11,8	-13,8
Transfert net	3,1	-0,2	-9,7	-5,3	-5,3	-2,3	1,0	6,8	-2,2	11,7	25,5
Montant net des emprunts à court terme et des sorties de fonds^c											
Transfert net	9,0	6,6	7,8	-9,9	-2,6	-3,4	15,7	-5,1	6,6	-9,4	-16,9
Dons privés (montant net)	1,0	1,6	1,9	2,6	1,1	1,1	1,7	3,0	3,0	2,6	2,3
Flux de capitaux publics											
Transferts publics (dons)	4,5	4,7	4,5	4,8	4,3	3,7	4,1	3,9	3,4	4,1	4,3
Montant net des crédits publics	8,1	6,7	7,6	7,2	11,6	10,2	14,7	13,6	12,9	7,5	8,1
Intérêts payés	-4,8	-5,9	-6,7	-6,9	-7,2	-7,9	-8,3	-8,8	-10,0	-10,9	-13,5
Transfert net	7,8	5,4	5,4	5,0	8,8	6,0	10,5	8,8	6,4	0,8	-1,1
Total du transfert net (base : opérations financières)	19,7	13,9	7,7	-1,9	6,6	8,1	38,0	23,9	41,5	37,9	51,3
Utilisation des réserves officielles^d	3,1	-21,7	-36,3	-14,3	-18,7	-19,2	-44,7	-29,2	-29,7	-54,7	-35,3
Total du transfert net (base : dépenses)	22,7	-7,9	-28,6	-16,2	-12,1	-11,1	-6,8	-5,3	11,8	-16,8	16,0

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par le FMI et la Banque mondiale ainsi que d'estimations du Secrétariat des Nations Unies.

^a Echantillon de 21 pays, y compris la Chine et l'Inde. A l'exclusion de Hong-kong, Singapour et la province chinoise de Taïwan. Les pays excédentaires exportateurs d'énergie, notamment le Brunei Darussalam, la République islamique d'Iran, l'Iraq, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis sont également exclus.

^b Estimations préliminaires.

^c Poste résiduel comprenant le financement du commerce à court terme, les sorties normales et inhabituelles de fonds ("fuite de capitaux"), les intérêts arriérés et les autres courants de ressources reflétés dans la balance des paiements sous la rubrique des "erreurs et omissions" et présumés être des courants financiers.

^d Les chiffres négatifs indiquent des adjonctions aux réserves.

14. L'IED vers les pays en développement est attiré par un "climat des investissements caractérisé par des marchés en expansion et des cadres réglementaires de plus en plus favorables, combinés avec la tendance générale des entreprises de tous les pays à investir à l'étranger pour pouvoir rester compétitives sur le plan international"⁷. De ce point de vue, les flux importants d'investissements directs vers l'Asie semblent refléter le dynamisme général de la région. Les courants d'investissements directs vers l'Amérique latine se sont également accrus, bien que dans une moindre mesure, reflétant la situation quelque peu précaire de plusieurs économies. En même temps, les courants vers l'Afrique dans son ensemble n'ont pas notablement repris et ceux vers l'Afrique subsaharienne ont été presque inexistantes.

15. Le groupe de pays ayant attiré l'ensemble de l'IED est aussi celui qui a le plus eu recours au crédit privé à moyen et à long terme (principalement par le biais de prêts et d'obligations bancaires). En fait, le montant global des remboursements nets et des radiations des engagements à moyen terme à l'égard des créanciers de l'Afrique a constamment dépassé le montant des décaissements nets depuis 1990.

16. Les achats internationaux de titres autres que des obligations - c'est-à-dire le flux des investissements de portefeuille, qui sont des actions achetées en tant qu'investissements financiers plutôt que comme investissements directs - n'apparaissent pas séparément dans les données relatives à la balance des paiements de nombre de pays en développement et sont à défaut considérés bloc, avec les entrées et sorties de crédit à court terme, dans les données des tableaux 3 à 7. Toutefois, les données relatives au flux des prises de participation qui ont été directement rassemblées par d'autres sources, indiquent un intérêt soutenu du secteur financier international pour l'achat d'actions émises par les pays en développement. Même si l'estimation préliminaire des courants bruts des prises de participation vers les pays en développement en 1995 est de moins de la moitié de ce qu'ils ont été en 1993, ils représentaient encore plus de 20 milliards de dollars. Près des deux tiers de ce montant représentaient des achats de titres de pays d'Asie et la plupart du reste de pays d'Amérique latine⁸.

17. Manifestement, le fort attrait que l'Asie représente pour les investisseurs directs s'est reflété sur les marchés internationaux des crédits et dans le domaine des prises de participation. Bien qu'un certain nombre de facteurs déterminent l'attrait que représente un pays particulier pour l'investissement direct, en tant que pays potentiel pour l'emprunt international, ou en tant que lieu pour le placement de fonds dans des titres de diverses catégories, il semble exister une corrélation entre les sources de flux. Ceci dit, il semble que les corporations cherchant à élargir leurs opérations internationales et les gérants de portefeuille voulant diversifier leurs avoirs aiment voir où

⁷ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, 1995 : Les sociétés transnationales et la compétitivité (publication des Nations Unies, numéro de vente F.95.II.A.9), p. xxiii.

⁸ Voir La situation économique et sociale dans le monde, 1996, op. cit., tableau III.2.

différents types d'investisseurs portent leur attention, ainsi que ce que font les autres investisseurs dans leur propre secteur financier. En outre, lorsque les trois types de courants financiers sont attirés vers un pays, ce sera certainement un pays ayant d'un taux de croissance économique durable et élevé, qui est la base la plus sûre pour que les investisseurs retirent les bénéfices et les intérêts qu'ils attendent de leurs activités.

18. De surcroît, il a été observé qu'un changement important dans les courants financiers vers un ou deux pays économiquement dominants dans une région génère des effets induits (ou les soi-disant "effets de contagion") pour les pays voisins plus petits⁹. En 1990, la réapparition du Chili et du Mexique sur les marchés internationaux des capitaux semble avoir rendu les investisseurs des pays développés mieux disposés à placer leurs fonds dans d'autres marchés naissants latino-américains. De même, les difficultés en matière de balance des paiements rencontrées par le Mexique, et ensuite par l'Argentine, vers la fin de 1994 et en 1995 ont provoqué un sentiment négatif parmi les investisseurs envers la région dans son ensemble. D'un autre côté, les investisseurs semblent depuis faire une distinction plus marquée entre les marchés naissants. Par exemple, le Brésil a attiré des niveaux sans précédents de rentrées de capitaux privés au cours de la deuxième moitié de 1995, alors que les capitaux privés continuaient d'éviter les autres marchés naissants d'Amérique latine¹⁰.

19. En 1995, la capacité de la Chine et des pays de l'Asie du Sud et de l'Est d'attirer des montants accrus de crédits privés à long terme a été une autre indication de la tendance qu'ont les investisseurs de faire une distinction entre le risque d'insolvabilité des différents pays en développement. En plus de la réduction de ce type de prêts privés à l'Amérique latine, les termes des nouveaux prêts accordés aux emprunteurs latino-américains se sont durcis en 1995, les marchés considérant ces pays comme "à risque", les écarts de rendement se sont creusés et les échéances ont été raccourcies. La même année, le courant des investissements en portefeuille vers l'Amérique latine a été fortement réduit, alors que le déclin en ce qui concerne l'Asie du Sud et de l'Est a été beaucoup plus modéré.

20. En 1995, alors que la confiance des investisseurs dans les économies latino-américaines se renforçait et tandis que les exigences de l'ajustement économique réduisaient les importations et le niveau des transferts nets, les apports publics ont été plus élevés. L'augmentation totale des courants nets de crédits publics a été d'environ 25 milliards de dollars (voir le tableau 3). La majorité était le résultat de l'augmentation des courants de crédits publics vers l'Amérique latine, ce qui a certainement aidé à renflouer les réserves qui avaient atteint des niveaux très faibles (voir le tableau 4). Les économies asiatiques dans leur ensemble ont moins recours aux sources officielles de crédit (voir le tableau 7). La différence d'accès aux ressources financières

⁹ Voir Guillermo A. Calvo, Leonardo Leiderman et Carmen M. Reinhart, "Inflows of capital to developing countries in the 1990s", Journal of Economic Perspectives, vol. 10, No 2 (printemps 1996).

¹⁰ Voir Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Preliminary Overview of the Latin American and Caribbean Economy 1995, décembre 1995.

privées internationales entre les trois plus grandes régions en développement souligne l'importance continue que revêtent les transferts publics à l'Afrique. Malgré tout, les courants de crédits publics vers l'Afrique ont stagné (voir les tableaux 5 et 6). Entre temps, les subventions officielles sans contrepartie à l'Afrique ont diminué (voir les tableaux 5 et 6).

21. En bref, alors que l'application rapide des mesures d'aide d'urgence à la suite de la crise mexicaine a accru le financement public total aux pays en développement, les opérations plus traditionnelles font apparaître une tendance différente. En fait, le transfert net des institutions financières multilatérales aux pays en développement a été négatif presque tous les ans depuis 1987, les exceptions enregistrées en 1990 et 1995 étant, dans chaque cas, le résultat d'un financement spécial (voir le tableau 8). Bien que la demande de prêts à des conditions de faveur demeure élevée, la tendance à des prêts à des conditions normales reflète, tout au moins en partie, le fait que certains pays à revenu moyen ayant un large accès aux marchés financiers internationaux peuvent maintenant obtenir des fonds à des conditions moins astreignantes que celles accompagnant les prêts accordés par les institutions financières multilatérales¹¹.

Tableau 8. Transfert net de ressources financières d'institutions multilatérales aux pays en développement, 1985-1995^a

(En milliards de dollars E.-U.)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ^b
Fonds monétaire international	-2,7	-5,6	-7,4	-6,8	-4,4	-2,7	-2,5	-2,8	-3,2	-2,3	8,5
Banque multilatérales de développement	6,6	5,8	3,7	2,5	3,0	3,7	0,6	-1,6	-0,6	-5,1	-3,1
conditions avantageuses	3,5	3,9	4,7	4,7	4,5	5,3	5,7	5,9	5,7	7,2	..
Total	3,9	0,2	-3,7	-4,3	-1,3	1,0	-1,9	-4,4	-3,7	-7,4	5,4
<u>Pour mémoire</u>											
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1,8	0,6	-1,2	-2,9	-2,5	-2,1	-6,1	-8,4	-6,2	-9,9	-8,5
Association internationale de développement	2,6	2,8	3,5	3,4	3,1	3,8	3,9	4,4	4,0	5,1	5,8

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat des Nations Unies, sur la base de données communiquées par la Banque mondiale.

^a Echantillon de 93 pays en développement.

^b Estimations préliminaires.

¹¹ Voir Goran Ohlin, "The negative net transfers of the World Bank" dans la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, International Monetary and Financial Issues for the 1990s (publication des Nations Unies, numéro de vente E.95.II.D.3).

III. LES DEFIS EN MATIERE DE POLITIQUE INTERNATIONALE :
COOPERATION FINANCIERE PUBLIQUE

22. Tel qu'indiqué ci-dessus, le large accès à une diversité de sources de financement privées dont ont bénéficié plusieurs pays d'Asie provient l'effet cumulatif d'années de croissance économique, d'adaptation structurelle et d'efforts soutenus en matière de politique macro-économique. Cependant, il est en fait très possible que certains des pays ayant le mieux réussi pourraient à nouveau se trouver dans des situations moins avantageuses. L'élaboration de politiques en matière d'équilibre macro-économique et de développement économique dans une économie mondiale changeante requiert de l'ingéniosité. Tel que décrit plus en détail dans le rapport susmentionné sur la mondialisation des marchés financiers, ceux-ci ne sont pas toujours à même de juger correctement les besoins en matière de politique économique et ils peuvent être volatiles. Le processus de développement dépendant donc encore d'une présence publique internationale importante pouvant aider des pays individuels en période de tension et résoudre les problèmes de nature globale qui représentent un risque pour le progrès du développement.

23. Cela nécessite, en particulier, un Fonds monétaire international (FMI) solide et capable de fournir un appui aux pays suivant ses conseils en matière de politique et un soutien financier suffisant aux pays en ajustement. De ce point de vue, il est important de noter que trois séries de discussions financières du FMI ne sont pas loin d'aboutir à un accord. L'une est l'expansion des ressources prévisionnelles, à savoir, les Accords généraux d'emprunt (AGE), dans lequel le Fonds pourrait puiser en cas de besoin. Constitué à l'origine en tant qu'engagement de soutien mutuel par 11 pays développés, un accord sur la manière de structurer et d'opérer un AGE élargi sera peut-être annoncé lors de la réunion du Fonds et de la Banque mondiale de l'automne 1996. La deuxième série de discussions financières comprend l'augmentation des propres ressources du Fonds lors de la onzième Révision générale des quotes-parts. Les travaux préparatoires à cet égard ont été entrepris par le Conseil d'administration du FMI, bien qu'on ne s'attende pas la conclusion d'un accord cette année.

24. Il est possible toutefois qu'un accord soit conclu en ce qui concerne la troisième négociation de financement, celle de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Jusqu'à présent, la FASR a été un mécanisme de financement temporaire fondé sur des contributions extraordinaires qui fournissait des prêts à des conditions extrêmement favorables afin d'appuyer les programmes d'ajustement des pays à faible revenu. L'actuelle capacité d'engagement de la FASR expire à la fin de 1996. Le Comité intérimaire du FMI a réitéré son appui à la FASR en tant "qu'élément central de la stratégie du FMI pour l'aide aux pays à faible revenu" et à "l'établissement d'une FASR autoalimentée"¹². On s'attend également à ce que la FASR joue un rôle central de financement dans l'élément FMI de la nouvelle initiative multilatérale

¹² Communiqué du Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du FMI, 22 avril 1996, par. 6.

concernant la dette¹³. Il est donc essentiel d'aboutir à un accord sur son financement futur.

25. La FASR fonctionne à l'aide de ressources empruntées fournies au FMI par des gouvernements membres et un compte de bonification visant à réduire les taux d'intérêt sur les prêts accordés au moyen de fonds de la FASR. Les ressources du compte de bonification ont jusqu'à présent été fournies sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur par les membres intéressés. Le Directeur général du FMI a suggéré qu'environ la moitié des subventions pourraient être générées par le produit de la vente d'un modeste volume d'or du FMI. La proposition implique la vente de 5 % au plus des réserves d'or du FMI (dont le montant total atteint 103 millions d'onces). Suivant la comptabilité du FMI, les réserves en or ont une valeur de 35 droits de tirage spéciaux (DTS) l'once (environ 50 dollars à la fin de juin 1996), contre un prix sur le marché beaucoup plus élevé (382 dollars l'once à la fin de juin). La vente, ne serait-ce que d'une petite quantité d'or rapporterait donc d'importants bénéfices au Fonds. Les intérêts tirés de l'investissement de ces bénéfices pourraient ensuite être utilisés pour financer les subventions nécessaires. Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la question de la vente de l'or, les délibérations se poursuivent. Une décision sur le financement de la FASR devrait être prise lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, à l'automne de 1996.

26. Pour la plupart des pays en développement, la nécessité de recevoir une aide publique internationale va au-delà des mesures de financement de l'ajustement et est plutôt de l'ordre de la coopération au développement traditionnelle. La plupart de ces pays ont besoin d'une aide à des conditions extrêmement favorables, c'est-à-dire, telle que celles accordées dans le cadre de l'aide publique au développement (APD).

27. A cet égard, la communauté internationale doit porter son attention sur les estimations préliminaires relatives aux courants d'aide du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les pays membres du CAD ont toujours été la source la plus importante d'APD, mais ils sont devenus la source de presque la totalité de l'aide depuis que la situation économique s'est dégradée dans certains des principaux pays exportateurs de pétrole et dans les pays européens en transition, passant d'une économie planifiée à une économie de marché. En fait, l'augmentation des courants d'aide du CAD dans les années 80 a eu tendance à compenser la diminution des courants d'autres pays donateurs. Toutefois, selon les sources de l'OCDE, les courants d'aide du CAD ont atteint un chiffre record en 1992, et avec une réduction de 9,3 % en 1995, ils sont maintenant tombés à 13,5 % en-dessous de ce chiffre (sur la base de prix et de taux de change constants).

28. L'aide totale du CAD est tombée à 0,27 % du produit national brut (PNB) combiné des pays membres du CAD, soit le niveau le plus éloigné de l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies en 1970 dans la Stratégie internationale

¹³ Pour une discussion de la nouvelle initiative relative à la dette, voir "La crise de la dette extérieure et le développement", rapport du Secrétaire général (A/51/294), section III.

pour le développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, par. 43).

29. Manifestement, les anciens engagements pris dans le cadre de la coopération internationale font l'objet d'un réexamen. Les Etats-Unis d'Amérique, autrefois le donateur le plus important, sont maintenant passés à la quatrième place. Le CAD a fait savoir que le taux de l'aide des Etats-Unis était passé à 0,10 % du PNB en 1995, soit le taux le plus bas depuis l'introduction de ce genre de comptabilité en 1950. Cependant, tandis que le volume de l'aide fournie par les Etats-Unis tombait à 28 % en 1995, les courants d'aide des pays suivants (sur la base de prix et de taux de change constants) ont également chuté de 5 % ou plus : Allemagne, Canada, Espagne, France, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Suisse.

30. Seuls quatre des donateurs du CAD ont accru leurs contributions en termes réels, à savoir la Belgique (23 %), la Finlande (7,9 %), l'Irlande (21,1 %) et les Pays-Bas (14,1 %) et quatre pays seulement ont atteint l'objectif en matière d'aide fixé par les Nations Unies (Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède).

31. L'APD du plus important donateur, le Japon, n'a augmenté que de 1,1 % en termes réels (faisant tomber le taux d'APD du Japon de 0,29 % à 0,28 % du PNB). En outre, en juillet 1996, le Gouvernement japonais a annoncé que l'augmentation maximum de l'APD pour son année fiscale 1997 serait de 2,6 %, soit l'augmentation la plus faible depuis 1979 et bien au-dessous de la limite globale des dépenses de 3,4 %. Bien que l'APD ait été l'une des rubriques ayant le plus augmenté au Japon, cette tendance semble suggérer que la croissance future de l'APD en provenance du Japon sera encore plus restreinte.

32. Cette évolution décevante des courants d'APD se répercute, évidemment, sur les sources de coopération multilatérale offrant des prêts à des conditions de faveur. En particulier, les engagements de ressources des organes opérationnels du système des Nations Unies, qui se font sur la base de dons, ont chuté, passant de 3,5 milliards de dollars en 1994 à 3,1 milliards de dollars en 1995, alors que l'agence multilatérale de prêt la plus importante, l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale a engagé 6,0 milliards de dollars de prêts à des conditions de faveur en 1995, contre un montant de 7,3 milliards de dollars en 1994¹⁴. Le Fonds africain de développement (FAD), organe affilié à la Banque africaine de développement, qui octroie des prêts à des conditions favorables, n'a consenti aucun nouveau prêt en 1994 ou en 1995¹⁵. Les ressources du FAD étaient épuisées à la fin de 1993 et la reconstitution de ses ressources n'a pas été approuvée avant mai 1996.

33. Dans le cas de l'IDA, la difficulté tenait, en partie, à ce qu'elle ne disposait pas de toutes les ressources qui avaient été engagées lors de sa dixième Reconstitution (IDA-10), qui couvrait les trois années fiscales de la Banque mondiale prenant fin en juin 1996. En mars 1996, les pays qui contribuent à l'IDA sont finalement arrivés à un accord sur le financement de la

¹⁴ Voir La situation économique et sociale dans le monde, 1996, op. cit., tableau A.34.

¹⁵ Ibid., p. 76.

période des trois années suivantes (IDA-11)¹⁶. L'accord de reconstitution était unique dans le sens qu'il couvrait la deuxième et la troisième années de la période de reconstitution. La première année devait être financée à l'aide d'un fonds intérimaire auquel les Etats-Unis ne contribueraient pas (les entreprises américaines ne seront pas non plus autorisées à soumissionner pour les marchés concernant les projets de l'IDA financés à l'aide du fonds intérimaire). Au lieu de cela, les Etats-Unis se sont engagés à verser leurs arriérés au titre de l'IDA-10. Cet engagement a nécessité l'adoption par le Congrès des Etats-Unis d'une législation visant à allouer un montant de 394 millions de dollars au remboursement des arriérés. Au moment de la rédaction de ce rapport, les deux chambres du Congrès examinaient ladite législation, mais aucune d'elles n'était saisie de la totalité du montant. Ceci est une question qui doit être étroitement suivie, car le remboursement des arriérés est considéré comme un élément clé des engagements pris lors de l'accord de reconstitution IDA-11.

IV. CONCLUSION

34. Les analyses du transfert net de ressources des pays en développement font ressortir plusieurs questions qui préoccupent la communauté internationale (ce qui est la raison pour laquelle, malgré la controverse continue qu'il suscite, le concept continue d'être utilisé au sein de diverses instances). Ces inquiétudes vont de la volatilité des courants financiers privés vers les pays à revenu moyen, à l'évolution décevante de l'aide à des conditions de faveur aux pays à faible revenu. De surcroît, le transfert net des ressources, pris comme mesure du cash flow, a traditionnellement été associé à l'analyse de problème de la dette. Une discussion sur les tendances récentes des transferts nets de ressources pourrait donc porter sur les trois séries de questions. Cependant, vu que d'autres rapports examinant la question des courants financiers privés et de la dette sont soumis à l'Assemblée générale, le présent rapport porte principalement sur les données récentes de l'ensemble des transferts nets et sur le problème pressant que représente l'aide publique au développement.

35. L'un des enseignements tirés de la récente hausse des transferts nets est le rappel le marché financier international présente aussi bien des risques que des possibilités. Cette leçon n'est certainement pas nouvelle, mais elle reste cependant vitale : les gouvernements doivent s'intéresser non seulement au volume total des transferts financiers nets, mais également à leur durabilité. La combinaison de politiques nationales viables et d'une solide croissance économique semble préparer le terrain à la combinaison de transferts financiers privés la mieux appropriée.

36. L'absence relative de transferts nets du secteur privé vers l'Afrique au cours de la première moitié des années 90 pose un autre problème. L'attrait limité que représentent pour les investisseurs étrangers potentiels les pays ayant un faible revenu et croissance économique lente et dont les économies sont souvent en détresse fait que les sources publiques de financement doivent encore supporter la plus grande partie de la charge au cas où ces pays veulent investir plus que leur épargne intérieure limitée leur permet et accélérer leur

¹⁶ Pour un résumé de l'examen de cette question par le Comité du développement FMI/Banque mondiale en avril 1996, voir "External debt crisis and development", rapport du Secrétaire général (A/51/294).

croissance économique. L'évolution récente de l'économie africaine¹⁷ suggère que le continent pourrait mieux utiliser qu'auparavant les transferts de ressources. Il devrait être donné à l'Afrique la chance d'essayer et, pour cela, elle doit recevoir plus et non pas moins d'aide publique. L'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, annoncée en mars 1996, pourrait être la base d'un nouvel élan international dans cette direction.

37. Dès leurs premiers jours, les Nations Unies ont été le principal forum pour les débats et l'action en matière de coopération internationale pour le développement. Les donateurs y réitèrent régulièrement les principes de l'aide au développement et lors d'une série de conférences des Nations Unies, les gouvernements ont pris des engagements qui paraissent grever le surcroît de ressources qui pourraient être disponibles au titre de l'APD. Toujours est-il qu'au moment où nous approchons rapidement du XXI^e siècle, les statistiques ne prennent pas la même direction.

38. L'aide au développement est essentiellement une question politique : les gouvernements allouent une partie de leurs budgets nationaux à l'aide publique au développement et si les niveaux de cette aide diminuent c'est parce que les priorités concernant les dépenses publiques changent. Si un seul pays réduisait ses engagements, les autres pays pourraient faire pression avec succès sur celui-ci pour qu'il participe ou, en dernier ressort, ils pourraient remplacer les ressources de ce pays par leurs propres ressources. Mais les données relatives à l'aide publique au développement suggèrent que le pessimisme qu'elle engendre, si mal placé qu'il soit, est plus généralisé. Nous savons que l'aide, judicieusement fournie dans les circonstances appropriées et orientée de manière adéquate, encourage le développement. La question est donc de déterminer comment retrouver l'élan politique nécessaire à l'aide au développement.

¹⁷ Voir la Commission économique pour l'Afrique, Report on the Economic and Social Situation in Africa, 1996, (E/ECA/CM.22/6, 29 avril 1996).